

**Allocution de M. Perron au nom de la section valdôtaine de l'APF à la
XXXIème Session plénière de l'APF
(Bruxelles, du 5 au 10 juillet 2005)**

Messieurs les Présidents,
Monsieur le Président Ousmane,
Monsieur le Président Bouchat,
Chers collègues parlementaires,

J'ai voulu traiter devant vous du thème « l'apport de la francophonie au mouvement de mondialisation », d'abord en tant que valdôtain, Président du Parlement d'une région qui s'attache à promouvoir ses spécificités d'enclave francophone dans le cadre de l'Etat italien et à consolider, ainsi, son Statut d'autonomie. En effet, la Vallée d'Aoste, une petite région de montagne par sa dimension géographique, a été, à plusieurs reprises, au centre des grands événements européens. Exemple d'un régionalisme ouvert qui a su profiter d'une globalisation 'ante-litteram', la Vallée d'Aoste a été, depuis le moyen-âge, notamment avec la maison de Challant, une charnière entre le Nord et le Sud de l'Europe.

Comprise dans un circuit vertueux, cette région a été, par exemple, une des voies principales de passages de l'art et de la culture flamande et bourguignonne en Italie, et vice-versa.

Ensuite, j'ai voulu traiter ce thème en tant que Président de la commission Cecac, dont un de derniers thèmes de discussion porte, justement, sur « L'élaboration d'une Convention sur la diversité des contenus culturels et des expressions artistiques pour l'UNESCO ».

On est donc en train d'évoquer, ici, une thématique très liée à nos propres engagements. Car dans mes années de travail dans l'APF j'ai cru bien comprendre, et je partage, le fait qu'on place délibérément la Francophonie dans la Mondialisation avec un regard tourné vers les défis de l'avenir et non dans le rétroviseur du passé. La solidarité, le dialogue et la diversité sont aujourd'hui la raison d'être du rassemblement francophone qu'on doit concevoir comme un laboratoire de l'autre mondialisation, celle du développement durable.

Francophonie et mondialisation seraient, suivant ce raisonnement, en étroite connexion et la raison est à chercher dans la nature même du mouvement francophone : elle se caractérise par ses diversités. Le fait qu'elle soit répandue dans différentes régions du monde fait que les états francophones se caractérisent par des inégalités importantes de développement. Cette disparité est un inconvénient lorsqu'il s'agit de créer une synergie et d'avoir un mouvement commun. En revanche, c'est une grande source de richesse et facteur de représentativité des différentes composantes de notre monde. C'est une garantie d'ouverture. En particulier, cette diversité de la francophonie nous préserve d'une francophonie forteresse, pour reprendre l'expression qu'on utilise parfois pour l'Europe- "l'Europe forteresse".

Tout dépend de notre réponse

Le fait que la francophonie compte à la fois deux pays du G-8, mais aussi des pays africains parmi les plus pauvres du monde est un facteur de représentativité et de richesse des débats. En ce qui concerne la mondialisation, à mon avis il faut en parler sans rétraction, ce n'est pas un phénomène contre lequel les pays francophones peuvent lutter avec efficacité. En Italie, tout comme dans la majorité des pays occidentaux, un italien sur trois travaille pour l'exportation, l'Italie étant, par son histoire et par ses caractéristiques économiques, liée à double filet au commerce international. De plus, les économistes nous disent qu'il existe une relation directe entre croissance du PNB intérieur et ouverture avec l'extérieur.

En revanche, il est légitime de mener un débat sur la mondialisation, car ce qui la caractérise c'est son ambivalence. Elle crée des richesses, mais accentue les disparités Nord-Sud tout comme au sein de chaque pays.

Elle facilite les rencontres entre les hommes et les cultures, mais porte en elle aussi le danger de l'uniformisation. Elle libère les énergies, mais elle entraîne aussi des forces négatives qu'il convient de maîtriser.

Elle soulève des enjeux considérables pour la démocratie: nous voyons bien que les forces économiques et financières qui sont à l'œuvre grâce à la globalisation et la mondialisation sont supérieures en puissance et en influence à la plupart des états dans le monde.

Autres problèmes, démocratiques en quelque sorte: est-ce que les institutions qui gèrent et réglementent les échanges économiques et financiers mondiaux ont toujours leur légitimité? Qui les contrôle? A qui doivent-elles rendre compte? La croissance économique est-elle capable de faire reculer la pauvreté? C'est de notre réponse collective que dépendra le sens créatif ou destructeur de la mondialisation.

Le monde est un village

A mesure que le monde s'unifie les questions deviennent globales. On le voit bien avec l'instabilité financière, les inégalités de développement, le crime organisé. On a le sentiment que notre monde a de plus en plus besoin de normes et d'organisation. Voilà pourquoi des règles sont indispensables, négociées et acceptées par tous.

Mais il faut distinguer entre les aspects économiques et sociaux d'une part et d'autre part les conséquences culturelles de la mondialisation et de la globalisation.

C'est sans doute la sphère financière qui est la plus globalisée de toutes les activités : ce qui ouvre un champ illimité à la corruption, à la criminalité financière et au financement du terrorisme. Des règles sont indispensables.

De plus, la mondialisation soulève aussi la question du développement durable et celle de la solidarité. D'un point de vue plutôt théorique, pour éliminer la pauvreté les pays en développement s'engagent à mener des politiques saines et les pays riches s'engagent à ce que les ressources nécessaires à leur développement ne leur fassent pas défaut. Si on ne doit pas nier qu'on est en train de prendre conscience de cette nécessité et, ainsi, de faire progresser ces idées qui sont au cœur

même de la réflexion sur la mondialisation, néanmoins force est de constater qu'on avance trop lentement et, trop souvent, de manière contradictoire:

Prenons l'exemple de l'Afrique, un acteur fondamental de la Francophonie. Dans les secteurs où l'Afrique est plus forte, en agriculture tout particulièrement, les subventions données à leurs agriculteurs par les pays du libéralisme, Etats Unis et Union européenne en première ligne, ruinent les efforts des paysans africains.

Dans d'autres secteurs où, pour entamer un parcours de croissance économique et devenir compétitive, l'Afrique a besoin de protection, les mêmes la lui refusent au nom des principes de l'économie de marché. Ce libéralisme ambigu va de pair avec une solidarité qui ne s'en donne pas les moyens. Pour s'en convaincre, il suffit de prendre en compte la diminution générale observée, ces dernières années, de la part du PNB des pays du G8 consacrée à l'Aide publique au développement.

La question est, donc, sur la table: comment mieux faire partager ces préoccupations, comment associer les pays pauvres à un développement économique soucieux de la question de la protection de l'environnement, comment convaincre les populations des pays riches de faire évoluer leur mode de protection, de production et de consommation.

Rôle francophone

Quoi qu'il en soit, mon sentiment est que la mondialisation ne peut plus être éludée dans le projet politique de la francophonie. En ajoutant au volet liberté, la solidarité qui apporte une protection de l'individu par le groupe, en allant vers la civilisation de l'universel par la synthèse des différences, en préférant le multilatéralisme à l'unilatéralisme dans les relations internationales, la Francophonie intéresse le monde. Elle ajoute, à l'affirmation du droit à la différence, un mouvement vers la modernité. La solidarité qu'elle propose n'est pas l'assistance. Elle corrige l'économie de marché par une préoccupation sociale.

Le mouvement de la francophonie joue son rôle d'abord en tant que forum d'échange et de diffusion d'idées, d'explications et d'influence. Le dernier Sommet de la francophonie l'an dernier a été justement consacré au développement durable. Une des conclusions les plus engageantes de ce Sommet en terre africaine, me semble-t-il, a été qu'il ne peut y avoir de développement durable sans

un effort de solidarité et de partenariat dans trois couples de secteurs : l'éducation et la santé, les cultures et les langues, l'économie et la démocratie.

A mon avis les francophones ont un rôle à jouer notamment en ce qui concerne l'aspect culturel de la mondialisation. Il faut que les cultures et les langues échappent aux règles du marché. Pour être fortes et vivantes, les cultures et les langues ont besoin d'être soutenues par des industries culturelles puissantes, et leur dialogue suppose que soient données en Francophonie des préférences pour la circulation des produits, biens et services culturels.

Il y a pour notre Communauté plus d'avantages que d'inconvénients à donner une réelle facilité de circulation aux artistes, aux entrepreneurs, aux intellectuels et aux étudiants. Il faut se pencher davantage à impliquer de manière plus incisive la société civile afin qu'elle puisse se réjouir, tout comme le faisons nous les politiciens de l'APF, des avantages du dialogue interculturel structuré.

L'alternative au choc des civilisations est le dialogue des cultures.

Ce sera donc au prochain Sommet de Bucarest et, par conséquent, aux prochaines réunions de l'APF, de dégager les actions permettant d'inscrire la Francophonie comme une force incontournable dans la mondialisation multipolaire et pacifique. Cette démarche indispensable ne sera pas sans difficultés, car il faudra affronter la réalité des situations acquises pour inventer, dans tous les domaines, des modes opératoires efficaces et coordonnés.

Merci